THIERRY MARTIN

LE VRAI BAINVILLE,

HISTORIEN RÉVOLUTIONNAIRE

INTRODUCTION

Dans la préface qu'il donna à *La mission divine de la France* de LA FRANQUERIE, Mgr **JOUIN**, remarque :

> « Un récent travail de M. Jacques **BAINVILLE** a connu un des plus gros succès de librairie de ces dernières années… On sait les lacunes de l'ouvrage…
>
> "L'auteur vise surtout à y définir l'œuvre politique de la monarchie capétienne : d'où l'unité, l'intérêt et les limites de son remarquable essai. Car, au-dessus des desseins même les plus sages d'un gouvernement ou d'une dynastie, plane, pour nous catholiques, l'action de la Providence. Action permanente et visible, sinon pour nos faibles yeux dans tout le détail de la vie des peuples, du moins dans ses lignes principales au courant des siècles. Ainsi, saint Augustin, Bossuet, Joseph de Maistre, ont-ils su saisir les traits de ce gouvernement divin à travers l'histoire universelle… »

Le Père Louis Lallement, dans son livre *La vocation de l'Occident*, est plus critique encore. Il porte ce jugement sur le mouvement d'*Action Française*, jugement qui s'applique aussi à *l'Histoire* de Bainville :

> « Celui-ci, en effet, par tous ses caractères, qui découlaient de ses connexions aux sources du courant positiviste, relevait nettement de l'entreprise de subversion qui, au 14ème siècle, trouva dans un roi de France un auxiliaire d'autant plus efficace qu'inattendu. La méconnaissance du véritable droit divin, passé sous silence par Charles Maurras, ou plaqué à contresens sur sa doctrine par ses partisans catholiques, et les arguties sur le sens relatif de la maxime « Politique d'abord », rappelaient très exactement la neutralité subtile et les ambiguïtés de l'aristotélisme politique des juristes de Philippe IV le Bel, à l'encontre de l'ordre chrétien et pour la ruine de la tradition monarchique française. » (op. cité, note 9, page 246).

Dans *Le complot de l'Orléanisme et de la Franc-maçonnerie* (1934, p. 10), Urbain GOHIER relève :

> « Des deux directeurs [1] de la feuille officielle orléaniste, l'un [2] est incontestablement de race juive ; comme son père et ses fils, il offre le type juif le plus caractérisé, avec toutes ses tares ; il a maintes fois réprouvé l'antisémitisme [3]… »

Gohier reprend une hypothèse avancée par l'écrivain provençal Paul ARÈNE qui rapprochait le nom d'Alphonse Daudet du provençal Daoüdé, qui viendrait de l'hébreu Daoud. Louis POUPART-DAVYL, romancier et journaliste du Figaro à la fin du XIX^{ème} siècle, tenait également pour juive l'origine du nom Daudet, diminutif de Davidet [4]. Les Daudet descendraient de Juifs du Comtat Venaissin, les "juifs du pape".

Dans son essai *Paris vécu* (1929), Léon Daudet est ambigu quant à la question juive :

> "**En ce qui concerne l'antisémitisme, il y a belle lurette que je m'en suis détaché de toutes manières – j'ai eu comme ami très intime un juif authentique Marcel Schwob -, et que le développement de mon être intérieur m'a plutôt porté à essayer de comprendre Israël, et la raison de ses coutumes et de leur persistance, qu'à le maudire. Je ris quand j'apprends que des personnes me croient encore dans le même état moral vis-à-vis des fils de Sem qu'il y a trente ou vingt-cinq ans… Dans toute cette affaire de la décomposition et de l'enjuivement de l'État français, c'est la démocratie qui est coupable et non le juif."**

---

[1] L'*Action Française* avait pour directeurs politiques Léon Daudet et Charles Maurras.

[2] Urbain Gohier vise *Davidet* ou *Daoudet*, alias Daudet.

[3] L'antisémitisme, dans l'esprit de Gohier, c'est l'antitalmudisme. **Rien de racial dans le terme.**

[4] Éric Vatré, *Léon Daudet ou le libre réactionnaire*, (éd. France-Empire, 1987, p. 15).

Plus grave et plus troublant encore, dans son livre *Député de Paris* (p. 42), Léon Daudet fait **l'éloge de Georges MANDEL, né Rothschild** [5] - ancien secrétaire de Clémenceau pendant la guerre de 1914 -, un des pires bellicistes d'avant 1940, agent officiel du Judaïsme anglo-saxon en France, qui n'eut de cesse de pousser la France dans la guerre avec cette formule :

"Les démocraties déclarent la guerre et la préparent ensuite ! "

Gohier continue :

« Le **principal rédacteur**, après les directeurs, **Jacques *BADSTADT* dit BAINVILLE** [6], collabore en même temps au *Petit Parisien*, organe notoirement maçonnique ; et il a été le premier en France, sur l'ordre des autorités juives, à s'élever furieusement contre l'importune divulgation des *Protocoles*. L'*Action Française* s'en fait gloire. Lorsque ses honorables collaborateurs Roger Lambelin et Maurice Talmeyr engagèrent des campagnes, l'un sur le péril juif, l'autre sur la fortune des Rothschild, ils furent promptement et brutalement désavoués, rabroués, muselés… »

Des accusations fort graves qui n'entraînèrent **aucune réaction**, ni par voie de presse, ni par voie judiciaire, de la part des intéressés ainsi mis en cause. **Curieux silence !**

Dans *Les Décombres,* Lucien Rebatet relève un autre étrange silence :

"**Jacques Bainville, que toute son intelligence avait conduit à écrire une *Histoire de la Troisième République*, SANS UN SEUL MOT DE LA QUESTION JUIVE**." (éd. Pauvert, 1976, p. 118).

---

[5] Voir son rôle et ses manœuvres à partir de 1933 dans *Le complot contre la paix* de Jean Montigny, (*La Table Ronde*, 1966).

[6] Bain-ville est la traduction littérale des mots allemands *Bad-stadt*.

Dans la rédaction de son *Histoire de France*, Bainville paraît s'opposer à la « nation-contrat » ou à la « patrie humanitaire », visions historiographiques des libéraux ou des socialistes. En réalité, son historiographie, si elle s'en sépare dans la présentation de certains évènements, **n'en diffère pas sur l'essentiel** : c'est **une histoire naturaliste et laïcisée, sinon laïciste,** comme on le verra, qui se garde bien de remonter aux sources, comme en témoigne, par exemple, la conclusion du chapitre sur la Guerre de Cent ans :

> « **Ainsi, en mal, en bien, les choses politiques s'engendrent les unes des autres, et au moment même, nul regard, si perçant soit-il, ne peut en pénétrer bien profondément la complexité.** »

La cadre du présent travail ne permet pas de relever tout ce qu'il y a de nocif, d'erroné ou de biaisé dans *l'Histoire de France* de Bainville ; nous insisterons seulement sur quelques points particulièrement significatifs, non par goût de la contradiction, mais parce qu'**ils sont tout simplement contraires à la vérité historique telle que doit l'apprécier un historien ou un lecteur catholique**.

PREMIER POINT

CLOVIS ET LES ORIGINES DE LA FRANCE ROYALE.

On aurait pu s'attendre à ce que, sur ce thème, Bainville portât un regard qui rompe totalement avec le roman national tel qu'écrit par l'historiographie républicaine ou de gauche, issue de la lecture des évènements de notre histoire au prisme de 1789. Il n'en est rien, bien au contraire. Bainville, certes, ne nie pas l'origine catholique de la France, mais **il la réduit** à un événement purement politique, presque politicien, au final mineur, sans signification originelle et sans exigences pour l'avenir.

Ainsi, avec Clovis :

> « La France a ses traits principaux. Sa civilisation est assez forte pour supporter le nouvel afflux des Francs, pour laisser à ces Barbares le pouvoir matériel. Et elle a besoin de la force franque. Les hommes, elle les assimilera, elle les polira. Comme sa civilisation, sa religion est romaine, et la religion est sauvée : désormais, le fond de la France religieuse, à travers les siècles, sera le **catholicisme orthodoxe**. »

C'est évidemment renverser la chronologie des faits : la France a été baptisée **en LA PERSONNE DE CLOVIS** dans le Catholicisme romain, en rupture avec le Césarisme de l'empire romain disparu ou le Césaro-papisme à tendance schismatique de Byzance, également présent dans l'Arianisme. Elle a acquis son existence, sa souveraineté et son unité **par ce seul acte**.

Toute la civilisation chrétienne d'Europe, la **République chrétienne** (la *Respublica christiana*, à savoir les états chrétiens sous le patronage du Pape romain, fut détruite par la Réforme et sa disparition entérinée par les traités de Westphalie), en découla, grâce à l'alliance entre la France et le Saint Siège, scellée par Pépin le Bref, grand-père de Charlemagne, matérialisée dans le « Patri-

moine de saint Pierre », à l'origine des États pontificaux. On comprend mieux tout l'effort révolutionnaire du 19ème siècle pour détruire les États pontificaux. En abaissant définitivement la Papauté romaine, du même coup, on blessait à mort le Catholicisme en lui ôtant la pleine liberté de son action apostolique.

Dans la remarquable introduction qu'il donna au *Charlemagne* d'Alphonse VÉTAULT, Léon GAUTIER donne les vraies raisons de cette alliance **providentielle** :

> « **L'EMPEREUR APPARAISSAIT DANS LE MONDE COMME LE DÉFENSEUR DE LA VÉRITÉ DÉSARMÉE ET LE PAPE COMME LE PRÉDICATEUR INDÉPENDANT DE LA VÉRITÉ SOUVERAINE. Pour rendre cette indépendance plus certaine encore et plus durable, l'empereur jugea qu'il était nécessaire de donner au souverain pontife un véritable royaume, afin que ce gardien de la doctrine n'eût à recevoir d'aucun autre roi une hospitalité périlleuse pour sa liberté.** »

La France n'est devenue modèle de la nation chrétienne que par et à dater du Baptême de Reims. Loin d'être une renaissance du passé romain, la France est un modèle d'autant **plus inédit** que **son roi est LE FILS AÎNÉ DE L'ÉGLISE**, non l'héritier de Constantin ou d'un empereur romain quelconque, qui ne furent jamais sacrés, en dépit même de la proclamation du Catholicisme comme religion de l'État, par Théodose (372).

Historiens libéraux ou socialistes sont à l'aise avec Bainville. De là sa médiatisation et ses fréquentes rééditions depuis près de cent ans dans les milieux « bien-pensants ». Bainville, c'est « l'adversaire » idéal de l'historiographie de gauche, libérale ou socialisante, celui qui pinaille sur les détails mais partage leurs analyses et leurs allégations infondées :

> « À peine Clovis eut-il succédé à son père Childéric, qu'il mit ses guerriers en marche de Tournai, sa résidence, vers le

centre du pays. À Soissons, gouvernait le patrice Syagrius, pâle reflet de l'Empire effondré Saint Remy vit que le salut n'était pas là. Quelle autre force y avait-il que le Barbare du nord ?… Il y avait mieux à faire ; accueillir ce conquérant, l'aider, l'entourer, pour le mettre dans la bonne voie. Il s'agissait d'en tirer le meilleur parti pour le présent et pour l'avenir… Il fallait encore que Clovis se convertit. Sa conversion fut admirablement amenée. **CE BARBARE SAVAIT TOUT : IL RECOMMENÇA LA CONVERSION DE CONSTANTIN sur le champ de bataille.**

« Seulement, lorsqu'à Tolbiac (496) il fit vœu de recevoir le baptême s'il était vainqueur, l'ennemi était allemand. Il avait chassé au-delà du Rhin l'ennemi héréditaire. Dès lors, il était irrésistible pour la Gaule romanisée. **ON PEUT DIRE que la France commence à ce moment-là… Cependant, IL S'EN FALLAIT DE BEAUCOUP QUE LA FRANCE FUT FONDÉE ET SÛRE DE SES DESTINS. La MONARCHIE FRANQUE n'avait été qu'un PIS-ALLER DANS LA PENSEE DES HOMMES D'ÉGLISE qui l'avaient accueillie.** » (Bainville, *Histoire*, tome 2, ch. 1).

Passons sur l'anachronisme de « l'ennemi héréditaire » [7], les Francs sont des… Germains. Rien, strictement rien sur le caractère miraculeux de Tolbiac, rien sur la Loi salique et son Préambule, rien sur saint Remy et sainte Clotilde, rien sur la *Sainte Ampoule*, rien sur le Testament de saint Remi, ses bénédictions et ses malédictions, rien sur le Sacre, rien sur les très explicites serments prêtés par le roi. Trop de coïncidences avec la théorie de la nation-contrat font de l'historiographie bainvillienne, « l'adversaire-partenaire » de l'histoire nationale laïcisée.

[7] Expression de la haine nationaliste républicaine ("Qu'un sang impur abreuve nos sillons"), si éloignée de la Charité catholique.

C'est **toute une distorsion de la réalité** qu'opère Bainville. Saint Remy et sainte Clotilde ont été choisis par Dieu pour amener Clovis à la Foi, la grâce faisant le reste, et être **le souverain chrétien des *Franks*** et des Gallo-Romains. L'action des deux premiers sur le troisième est le résultat d'une volonté qui échappe au choix humain. La légitimité de Clovis - étranger aux peuples de Gaule -, son accession à la royauté, sont moins fondées sur ses triomphes militaires que sur sa soumission spirituelle et celle de ses *Antrustions*, au Catholicisme romain, représenté par les évêques de Gaule du nord-est, et le premier d'entre eux, lesquels, en retour, l'assurent de la loyauté de leurs diocésains, **qu'ils représentaient d'ailleurs ès-qualités**.

La France n'est absolument pas la continuation d'un empire romain définitivement mort, même ramené aux dimensions de la seule Gaule, ou une cité-république grecque. C'est **une création *ex nihilo*, à caractère providentiel** : **LE BAPTÊME DE CLOVIS ET DES SIENS, À SON EXEMPLE, CRÉE UNE ROYAUTÉ NOUVELLE**, la première installée au milieu des fidèles du Christ en Occident, par le ministère de saint Remi, après que Dieu a manifesté **sa volonté sur Clovis** au moyen **d'un signe surnaturel**, **le miracle de Tolbiac**. Il y a **prédestination divine** dans le choix de Clovis, les causes secondes étant laissées à la liberté humaine.

DEUXIÈME POINT

LE BAPTÊME DE CLOVIS, UNE MANŒUVRE CLÉRICALE.

Le Baptême de Clovis et des siens sanctionne certes la naissance d'une nation, la France *pays des Francs*, création sans modèle préexistant et futur modèle de la politique chrétienne du Nouveau Testament. Le Christ est donc le Roi effectif de la France. Mais il a désigné une lignée humaine pour tenir en Son nom, le « saint » royaume « en commende », c'est-à-dire en assurer la direction morale et physique. Pour cela, Il s'est servi de Tolbiac, signe de la Providence, preuve par le miracle, conduisant au Baptême de Reims, à l'onction sacramentelle par le canal de l'Église. C'est ainsi que fonctionne toujours la pédagogie divine.

Il n'y a dans ces évènements rien de « politique », encore moins d'habilité des enfants du siècle. Tout y est, au contraire, surnaturel dans les principes et dans la succession des évènements. La France fut bien **créée d'en haut** - non par on ne sait quelle « sélection électorale » de petits chefs barbares opérée par saint Remy comme l'insinue Bainville -, par **élection divine d'une race royale** choisie par Dieu, à qui est confié une autorité d'un type entièrement nouveau sur des peuples alors distincts, fusionnés par et dans la Foi catholique. En effet, à chaque génération, l'élection divine est renouvelée : l'héritier mâle légitime de cette race est oint comme les rois d'Israël de l'Ancien Testament, par le canal du Ministère sacerdotal, avec un baume venu du Ciel et il est **dûment averti – par la liturgie du Sacre - des (lourdes) obligations permanentes** qui résultent de cette élection divine.

On est ici hors l'histoire humaine et la politique, pour être dans **l'Ontologie**, le Sacre conférant à une simple créature humaine des grâces d'état tout à fait spécifiques pour accomplir une mission écrasante : être pour son peuple comme au milieu des

nations terrestres, « le bon sergent de Dieu », comme le rappelle, dans son *Testament*, saint Louis à son fils Philippe le Hardi, pour « coopérer au salut éternel du plus grand nombre » (S. Thomas d'Aquin).

Le roi de France agit ou doit agir en qualité de Lieutenant du Christ, ce qui lui donne des devoirs, et quels devoirs !

Mais Dieu agissant aussi par les causes secondes, Il n'a pas plus violé la liberté du Lieu-tenant dans sa conversion, que celle de ses sujets **qui donnent - lors du Sacre - UN CONSENTEMENT D'OBÉISSANCE ET NON DE SOUVERAINETÉ, comme en démocratie, où le pouvoir viendrait d'en bas [8],** à la condition de voir ledit Lieu-tenant, respecter ses engagements… sous peine, pour ce dernier, après triple monition épiscopale, de se voir retirer l'autorité à lui confiée.

Il s'agit là, bien sûr, d'un lien particulier entre le roi de France et son peuple ; ce n'est pas le froid contrat du monde démo(n)cratique, mais un **lien mystique**, **le lien de la charité, souffle de grâce venant d'En haut** – *Demeurez dans ma dilection !* – la **dilection** du psaume CXXXII, *Ecce quam bonum habitare fratres in unum*, (Graduel du 22ème dimanche après la Pentecôte).

Frantz FUNCK-BRENTANO confirme dans son livre *Ce qu'était un roi de France* (Hachette, 1940), ce lien mystique autant que mystérieux, aux manifestations très concrètes :

> « On sait sous quels auspices s'ouvrit le règne de Louis XV et quelle fut l'angoisse où la maladie du prince, à Metz, en 1744, jeta les Français. Dans les seules chapelles de Notre-Dame, des particuliers, firent dire plus de six mille messes

[8] *Soyez soumis à toute institution humaine à cause du Seigneur, soit au roi, comme souverain…,* S. Pierre, I Ép., II, 13 ; *Il n'y a pas d'autorité qui ne vienne de Dieu et celles qui existent ont été instituées par Lui*, S. Paul, Rom, XIII, 1,

pour son rétablissement ; quand un messager arriva à Paris, galopant ventre à terre, y annoncer la convalescence, la foule, folle de joie, se précipitait au-devant du cheval, l'arrêtant par la bride et couvrait de baisers son poitrail écumant. »

Combien de fois dans les textes des légistes royaux ou de mémorialistes, le Roi n'est-il pas qualifié de *Père du peuple* ou de *Père des pères de famille*.

C'est, paradoxalement, le libéral TOCQUEVILLE [9] qui a le mieux exprimé ce sentiment dans son *Ancien régime et la Révolution* :

« Le roi leur inspirait des sentiments qu'aucun des princes les plus absolus qui ont paru depuis dans le monde n'a pu faire naître et qui sont même devenus pour nous incompréhensibles, tant la Révolution en a extirpé de nos cœurs jusqu'à la racine. **Ils avaient pour lui tout à la fois la tendresse qu'on a pour un père et le respect qu'on ne doit qu'à Dieu**. En se soumettant à ses commandements les plus arbitraires, ils cédaient moins encore à la contrainte qu'à l'amour, et il leur arrivait souvent ainsi de conserver leur âme très libre jusque dans la plus extrême dépendance. Pour eux, le plus grand mal de l'obéissance était la contrainte ; pour nous, c'est le moindre. Le pire est dans le sentiment servile qui fait obéir. Ne méprisons pas nos pères, nous n'en avons pas le droit. Plût à Dieu que nous puissions retrouver, avec leurs préjugés et leurs défauts, **un peu de leur grandeur** ! » (tome II, chapitre 11)

Évidemment, Bainville, tout à son naturalisme, ne comprend rien au lien de vassalité qui unit le roi et son peuple dans un lien mystique. L'onction surnaturelle du Sacre crée entre le Lieutenant du Christ Roi de France et ses sujets **un lien de charité** – *Ubi caritas est amor* - qui a tenu pendant treize siècles, durée parfaite-

[9] Fils du préfet de la Moselle (avant 1830), Alexis de Tocqueville est un libéral certes, mais très conservateur, prônant un libéralisme réservé aux "honnêtes gens" et à la noblesse, loin, très loin du peuple…

ment inconnue – et impossible - dans les choses humaines, quand elles sont fondées sur la règle de droit, *a fortiori* sur la contrainte. **Y a-t-il dans le monde une nation à être née sous de tels auspices, à avoir vécu d'une telle charité, pendant des siècles ? La réponse est très simple : il n'y en a aucune, même dans la Chrétienté.**

L'évidence est encore plus aveuglante quand on sait que **tous nos rois**, au lendemain de leur Sacre, **ont guéri les malades atteints d'écrouelles**, privilège de grâce exceptionnel qui n'a été donné à aucun autre roi chrétien. S'il fallait une preuve supplémentaire du caractère d'exceptionnalité de la Royauté sacrale française, celle-là suffirait. Il est clair que ce qui « bloque » tous nos ratiocineurs, laïcistes ou nationalistes, c'est que **la France est le produit du miracle et du Surnaturel**. C'est trop lourd à porter quand on veut séduire les gogos sans déplaire aux ennemis !

Bainville n'a tenu aucun compte de ces évidences pourtant éclatantes. Et le fond de sa pensée perce lorsqu'il se livre, au début du chapitre *Grandeur et décadence des Carolingiens*, à une étrange pétition démocratiste, étonnante sous la plume d'un écrivain… royaliste :

> « **De tout temps, la politique s'est faite avec des sentiments et des idées. Et il a fallu, à toutes les époques, que les peuples, pour être gouvernés, FUSSENT CONSENTANTS.** »

C'est justifier la prétendue « souveraineté populaire » et oublier que « le pouvoir vient d'en haut » !

Le gouvernement royal, en France, **n'est pas fondé sur des sentiments ou des idées, mais sur des principes intangibles donnés par Dieu** et formulés, dans la liturgie du Sacre, par les bénédictions et les serments. C'est parce que nos rois s'engageaient à régner à ces conditions, que le peuple en criant *Noël, Noël* à la fin du Sacre, donnait son consentement, **sans pour**

autant que l'autorité émane de lui. Louis XV, qui n'avait rien compris à son rôle d'Oint du Seigneur, y substitua « un respectueux silence »… Mais ce fut surtout le Ciel qui se tut, à son tour, quant l'avenir de sa race fut en jeu.

TROISIÈME POINT

LA FRANCE NE COMMENCE À EXISTER QU'EN 987 AVEC « L'ÉTAT CAPÉTIEN ».

Bainville partage cette contre-vérité avec toute l'historiographie républicaine (Michelet, Aulard, Mathiez…). C'est au chapitre IV, *La révolution de 987 et l'avènement des Capétiens*, qu'est formalisé, de la manière la plus systématique – on voit là toute l'influence positiviste -, son **système d'évolution fatale**, au travers d'évènements humains des plus contradictoires, de « **l'État capétien** », de la « **Monarchie nationale** » comme source et moteur de la France actuelle :

> « Née du régime féodal, la royauté capétienne en avait le faible et le fort. Le faible, c'était que la France restait divisée en souverainetés multiples. Le fort, c'était que les Capétiens, ducs héréditaires dans leurs domaines de l'Ile-de-France, suzerains dans le Maine, la Touraine, l'Anjou, étaient solidement installés au cœur du pays… La succession de mâle en mâle, par ordre de primogéniture, conquête inaperçue des contemporains, allait permettre de refaire la France… Le bon sens des Capétiens, qui devait être, à de rares exceptions près, la qualité dominante de leur race, ne serait pas moins utile à leur œuvre de longue haleine… La race de Hugues Capet, après avoir mis trois générations à prendre la couronne, règnera prudemment pendant huit siècles. **L'avenir de la France est assuré par l'avènement de la monarchie nationale. À cette date de 987, véritablement la plus importante de notre histoire, il y a déjà plus de mille ans que César a conquis la Gaule. Au cours de ces mille années, la France a failli plusieurs fois disparaître. Comme il s'en est fallu de peu que nous ne fussions pas Français !** »

On relèvera des omissions calculées, Hugues Capet descend par sa mère d'un petit-fils de Charlemagne. Il n'y a donc pas de

« révolution », mais continuité entre les races carolingienne et capétienne, comme il y eut **continuité entre race mérovingienne et carolingienne**. Le rôle d'Adalbéron, évêque de Reims, **l'évêque du Sacre**, comme celui de **Gerbert d'Aurillac, futur pape Sylvestre II, pape immense, qui ne régna que trois ans,** furent déterminants dans le choix du nouveau roi, application des mesures que devaient prendre les évêques de France en cas de prévarication avérée du roi, **comme le prévoit le *Testament* de saint Remi**.

Le système bainvillien est, dans son ensemble, absurde : comment imaginer que cette « monarchie nationale » ait pu agir pendant huit siècles, avec son seul « bon sens » pour guide, sans le moindre secours divin ? La mission de Jeanne d'Arc en est la **preuve surabondante**. Elle est venue sauver une royauté d'autant plus perdue qu'elle ne se voyait même plus légitime (le dauphin Charles). **Quant à « l'État capétien », c'est un pur anachronisme.** Le « bureaucrate » Colbert dirigeait la France avec 200 « commis aux écritures ». Alors que dire des « commis » – la plupart du temps clercs - d'un Hugues Capet ! Il faudra attendre le régime de Louis-Philippe pour qu'une administration civile – hors les effectifs de l'armée permanente – existe avec des effectifs conséquents, entrainant d'ailleurs l'augmentation ininterrompue des prélèvements fiscaux depuis cette date.

Bainville accrédite la théorie, maintes fois ressassée, qu'en France, la nation a été faite par son « État », État qu'auraient créé les Capétiens. Il partage cette vision avec l'historiographie républicaine… et les souverainistes et nationalistes d'aujourd'hui. Bainville a voulu, une fois pour toutes, réfuter l'historiographie républicaine qui, depuis l'Émigration de 1789 ou le retour de Louis XVIII en 1814, accuse les partisans de la Royauté d'avoir pactisé avec l'Étranger. Le parti « patriote » serait le parti républicain.

L'objection est évidemment fallacieuse : le « patriotisme révolutionnaire » est celui de la « nation humanitaire », combattant pour les grands idéaux universels « liberté, égalité, fraternité » forgés par les *Illuminés* de Bavière et propagés par les loges. Rien de moins français ! Napoléon, en étendant le Code civil et le laïcisme aux états qu'il conquit en Europe, imposa ce programme à la pointe des baïonnettes. La France et les Français ne furent que les instruments passifs – lourdement saignés ! – de cet humanitarisme cosmopolite qui nourrit encore aujourd'hui l'idiosyncrasie des élites du Système politique hexagonal.

On aurait pu imaginer qu'un Bainville, officiellement membre d'un mouvement royaliste qui ne cessait, à juste titre d'ailleurs, de qualifier la république de « règne de l'étranger », soit plus à l'aise pour réfuter ce sophisme. Mais son étatisme, qu'il partage avec le socialisme jacobin, l'en empêchait totalement.

QUATRIÈME POINT

PHILIPPE IV LE BEL ET LA QUERELLE AVEC BONIFACE VIII.

On ne s'étonnera pas non plus, dans cette affaire, de retrouver une fois encore Bainville aux côtés des historiens laïcistes. Il s'y prend de manière habile, présentant sous un jour déformé les intentions et l'action de Boniface VIII, sans condamner à aucun moment *l'attentat d'Anagni*. Philippe le Bel est campé en défenseur de « l'indépendance nationale », appuyé par un peuple français très unanime autour de son roi :

> « À beaucoup d'égards, il y a une curieuse ressemblance entre le règne de Philippe le Bel et celui de Louis XIV… Le roi eût voulu, en toutes circonstances, avoir l**'approbation sans réserves** de la papauté parce qu'il en avait besoin pour ses entreprises extérieures… D'autre part, le pape, chef suprême de la chrétienté, victorieux dans sa longue lutte avec les empereurs germaniques, trouvait naturel de contrôler les gouvernements. C'est ce que Philippe le Bel n'accepta pas et, contre la papauté, il défendit les droits de la couronne et **l'indépendance de l'État français**… Le roi de France « ne se reconnaissait point de supérieur sur la terre »… **UNE TRADITION DE LA MONARCHIE ET DE L'ÉTAT FRANÇAIS S'ÉTAIT FORMÉE**…
>
> « Le roi de France triomphait. **IL AVAIT OSÉ PORTER LA MAIN SUR LE PONTIFE, SANS ROMPRE LE MARIAGE DES FLEURS DE LYS ET DE LA PAPAUTÉ** [10]. Le roi de France était maître chez lui. Il avait joué gros

[10] **C'est tout le contraire** : le châtiment providentiel fut **double**. Châtiment du roi de France, avec la mort des trois fils de Philippe le Bel, décédés sans héritiers mâles directs. Châtiment du peuple de France, complice de son roi (États généraux de 1302 qui appuient Philippe dans son agression contre Boniface VIII), avec les souffrances de la **Guerre de Cent ans** (1337-1453) ! C'est Jeanne d'Arc qui viendra remettre la

jeu pour sauver son autorité et l'unité morale de son royaume… Pendant trois quarts de siècle, les papes resteront (en Avignon) sous la protection de la Monarchie française… **Ces résultats, Philippe le Bel ne les avait pas cherchés. Ils vinrent naturellement, comme une suite des choses**… »

« **Une tradition de la Monarchie et de l'État français s'était formée** » ! Gallicanisme détestable des légistes et des ministres qui culmine avec la *Déclaration des quatre articles* de 1682 et les *Articles organiques* rajoutés par Bonaparte au Concordat de 1801. Oui, la monarchie est morte du gallicanisme et la déchristianisation a tué l'esprit patriotique, car « **en France, il n'y a de national que ce qui est chrétien** » (Cardinal Pie).

Au moment même où Bainville publiait son *Histoire*, un éminent historien catholique, recteur de l'Institut catholique de Paris, futur cardinal de la sainte Église romaine, Mgr BAUDRILLART, lui répondait du haut de la chaire de Notre-Dame de Paris, dans sa 3e conférence de Carême 1928 sur *La vocation catholique de la France et sa fidélité au Saint Siège à travers les âges* :

« De tous les temps dont il nous incombe de retracer l'histoire, il n'en est pas de plus douloureux que celui dont nous devons nous entretenir aujourd'hui : la crise de la chrétienté du 14e au 16e siècles, qui affecta profondément et la France et l'Église. Elle s'ouvre par un conflit d'une déconcertante violence entre les deux alliés qui, depuis près de deux siècles, marchaient la main dans la main, le roi de France et le Pape. **Et de ce conflit, la principale responsabilité, ainsi que la forme hypocrite et brutale, appartiennent à un petit-fils de saint Louis, le Capétien Philippe le Bel. Ce règne qui consolida et étendit le royaume nous apparaît sous le signe de l'injustice, comme celui de saint Louis le fut sous le signe de la justice**.

« Si, au bout de deux siècles, cette crise se termina par une éclatante réconciliation qui permit à la France de poursuivre ses catholiques destinées et à l'Église de s'appuyer sur elle pour de nouvelles conquêtes, Rome n'en fut pas moins obligée d'inscrire à son passif **l'irréparable perte de plusieurs nations et de laisser se voiler, du moins dans le domaine des faits, la grande idée de Chrétienté**… Ce n'était pas besogne facile que de maintenir l'unité relative de la République chrétienne, et même la simple primauté de l'ordre spirituel sur l'ordre temporel, dans un monde où les intérêts nationaux, politiques, financiers, avaient pris une place sans cesse grandissante et gardaient à leur service la force matérielle…

« Chaque nation s'affirme contre les autres et tend à briser l'union humaine et chrétienne qui devrait quand même subsister ; chaque nation a soif d'indépendance et repousse jalousement toute ingérence en ses affaires. Plus la nation est grande, plus celui qui la gouverne est puissant, plus l'un et l'autre deviennent susceptibles, intraitables, toujours prêts à confondre leurs appétits et leurs droits… Les agents de son pouvoir, ministres, conseillers, légistes, par principe et par intérêt, le poussent, excitent son avidité, son ambition, son orgueil, et couvrent le tout d'un splendide manteau d'intérêt national et patriotique… Le Roi ne se gênait guère ni dans l'usage de son autorité qui s'accentuait de règne en règne, ni dans ses levées de taxes, pour ne point parler des altérations de la monnaie… On cherchait donc à se faire exonérer par lui de ce qu'il fallait payer au Pape, quitte à recourir au Pape quand le Roi, à son tour, manifestait trop d'exigences. Voilà comment, en fait, de l'intérêt général de la Chrétienté, seul le pape avait habituellement souci. Il le montrait **en travaillant résolument au maintien de la paix entre les princes**. Par là même, il mettait un frein à l'excès des dépenses, source de tant de mécontentements… Boniface VIII, avant d'être pape, s'était toujours

montré l'ami de la maison capétienne… Pape, il montra [11] longtemps les mêmes dispositions…

« Que valait personnellement Philippe le Bel ? La plupart de ceux qui le connurent le tiennent pour énigmatique. L'évêque de Pamiers, Bernard Saisset, aurait dit de lui : « Ce n'est ni un homme, ni une bête, c'est une statue. » Ses contemporains le regardent comme dépourvu de volonté propre et totalement livré à ses conseillers **Pierre Flote, Guillaume de Plaisians, Guillaume de Nogaret, Enguerrand de Marigny** [12]. Ces légistes endurcis, fort éloignés des principes chrétiens du droit, incarnaient une tradition radicalement hostile au pouvoir spirituel : l'autorité royale, disent-ils, est issue du droit naturel ; la conversion des princes au christianisme n'y a rien changé ; en tant qu'hommes et chrétiens, ils peuvent y être soumis ; en tant que rois, jamais et en rien. Boniface VIII incarnait la tradition contraire, l'immuable tradition de la doctrine catholique, à laquelle il ne pouvait rien changer, à laquelle il n'a rien changé. Cette fameuse bulle *Unam sanctam* ; que dit-elle dans sa conclusion dogmatique, seule proposée à la foi des fidèles ? « Que toute créature humaine est de droit soumise au pontife romain ». Notre Seigneur n'avait pas dit autre chose au chef de l'Église naissante. Quand Philippe le Bel réclamera la suppression de la bulle, Clément V, le pape qui sera son élu, lui répondra que Boniface VIII n'a ajouté quoi que ce soit à la subordination antérieure du royaume et du roi… À quelle astuce raffinée devra recourir Philippe le Bel pour obtenir de ses seigneurs, de ses bourgeois et de ses clercs, qu'ils se solidarisent avec lui dans sa résistance au pape ? Que réclame Philippe à ses sujets rassemblés, selon les trois ordres, à Notre-Dame de Paris, le 10 avril 1302 ? « Conseil et aide », termes du contrat féodal. Contre qui ? *Contra omnem hominem* : contre tout

[11] C'est Boniface VIII qui a canonisé Louis IX de France, le grand-père de Philippe le Bel.

[12] Qui moururent tous de mort violente…

homme ! Le narrateur, craignant peut-être que la postérité ne s'y trompe, ajoute comme entre parenthèses que, dans son intention, le roi visait le pape : « *Specialiter autem contra papam Bonifacium intentio ferebatur.* » L'émotion et le trouble furent immenses : « *Fitque rumor magnus in toto regno, turbatio cordium et confusio rerum*… »

« Il est question de l'excommunication du roi de France… Guillaume de Nogaret, l'homme dépourvu de scrupules, s'offre à le tirer d'affaires. Le Pape veut juger le roi, faisons-le juger ! Le Pape ne peut être jugé par personne, sauf cas d'hérésie, auquel cas un concile est nécessaire. Toute la diplomatie de Philippe est en campagne pour requérir l'approbation de princes et d'évêques étrangers, notamment en Navarre et au Portugal. Tout est prêt, Nogaret part pour l'Italie.

« La mort même de Boniface n'arrête pas le procès, qui dépend alors du nouveau pape élu, qui peut être soit résolu à poursuivre la lutte, soit disposé à négocier et à pardonner… Le triomphe refusé à Barberousse et à Frédéric II serait accordé à Philippe le Bel : **la suprématie pontificale s'effondrerait et la monarchie capétienne aurait la main sur le Saint-Siège**. Ce fut le second parti qui l'emporta… La vacance du siège apostolique dura un an, une bataille désespérée se livra au sein du Sacré Collège. Le candidat de Philippe l'emporta… Il lui fallut laisser s'ouvrir le procès contre la mémoire de Boniface VIII… Non content d'absoudre de toute censure Philippe et Nogaret, il déclara par la bulle du 27 avril 1311 que « leur zèle avait été juste et louable, parce que Boniface n'avait pas voulu céder, quoique légitimement requis ». **La victoire du pouvoir civil sur le pouvoir ecclésiastique était considérable et lourde de conséquences. Moralement, elle était un recul**. Un jour, Pierre Flote Chancelier de France depuis 1295, charge jusque-là réservée au clergé, avait dit au pape : « Le pouvoir de mon maître est réel, le vôtre est verbal ».

En reconnaissant que le roi de France a voulu mettre la main sur la papauté – renouant ainsi avec le détestable césaro-papisme -, Bainville détruit sa propre argumentation : comment un pape « dictateur » des pouvoirs civils en Europe aurait-il pu dans le même mouvement consentir à son abaissement devant le royaume de France ? La contradiction éclaire une fois encore la pensée profonde de Bainville…

CINQUIÈME POINT

UNE JEANNE D'ARC…
TRÈS PEU CATHOLIQUE ET TRÈS PEU SURNATURELLE.

Au-delà d'une **admiration de convenance**, Bainville rabaisse le caractère providentiel de la mission de Jeanne à un calcul purement humain :

> « D'un consentement universel, il n'est dans aucun temps, dans aucun pays, aussi pure héroïne, récit plus merveilleux… **Jeanne d'Arc a aujourd'hui moins de sceptiques qu'elle n'en trouva de son temps**… Du point de vue le plus terrestre, du point de vue politique, ce qu'il y a d'incomparable chez Jeanne d'Arc, c'est la justesse du coup d'œil, le bon sens, la rectitude du jugement… Dès le jour où **une force mystérieuse** poussa cette jeune fille de dix-huit ans à quitter son père, sa mère et son village pour sauver la France, les objections ne manquèrent pas. Jamais, elles ne la découragèrent. Ceux qui crurent en elle, le peuple le premier, eurent raison contre les raisonneurs. **Et ceux-là mêmes qui n'avaient pas la foi, mais qui voulaient le bien du royaume, se dirent, qu'après tout, les affaires étaient si bas qu'on ne risquait rien à essayer ce concours providentiel**. La cause du dauphin ne pouvait plus compter que sur un miracle. Et ce miracle, la France l'attendait… »

« Ceux-là même qui n'avaient pas la foi ? » Mais de quelle foi s'agit-il en 1429 ? Roi de France comme roi d'Angleterre, duc de Bourgogne ou autres, sont tous catholiques. Ce n'est pas cette foi-là dont parle Bainville. Il sous-entend, en réalité, la **foi en la mission surnaturelle de Jeanne, celle de Charles VII, celle, plus évidente encore, des peuples du Royaume en la Pucelle. Manière commode de suggérer que lui n'y croit pas mais qu'en « politique » il comprend qu'on s'en serve**. Rien évidemment sur la Triple donation, il-

lustration de la Mission historique et posthume de Jeanne d'Arc.

Combien plus un Albert **LECOY DE LA MARCHE** est vrai historien parce que vrai catholique. Dans un de ses ouvrages peu connus, *Les récents progrès de l'histoire* (Emmanuel Vitte, 1893), il nous dit comment il faut parler de « notre » Jeanne, en portant ce jugement sur l'œuvre du Père AYROLES [13] :

> « Quel cœur catholique et français ne se sentirait battre, en voyant enfin la grande figure de Jeanne replacée sur son véritable piédestal, qui est celui de la sainteté, et dans son milieu surnaturel ? Il nous sera donc permis, désormais, de l'admirer dans tout son éclat, dans toute sa pureté primitive. Le fantôme de l'héroïne païenne, évoqué par les beaux esprits de la Renaissance ; l'ombre encore plus odieuse de la paysanne vulgaire et pervertie de Voltaire ; la légende ridicule de la patriote laïque et démocratique, créée de toutes pièces par les libres-penseurs de notre époque, tout cela s'évanouit, tout cela disparaît. Il ne reste devant nous que l'humble enfant des champs, petite et faible par elle-même, mais grande et forte par Celui qui l'envoie ; la candide paroissienne de Domrémy, qui ne sait pas au juste ce qu'on entend par l'Église militante et ne connaît que l'église de son village, mais qui néanmoins en appelle au Pape comme à son juge suprême ; le pieuse bergère qui charme et attire sans le vouloir, à l'exemple de saint François d'Assise, les petits oiseaux du bon Dieu, mais qui plus tard commande fièrement les armées au nom du Roi du ciel et conserve dans les camps l'habitude de communier tous les huit jours ; pour tout dire, la catholique fidèle, orthodoxe, dévote, et, mieux encore la vierge inspirée, enveloppée constamment d'une atmosphère mystique, en un mot la sainte… Telle est celle qui se dégage de la lecture de ces pages émouvantes, et qui seule restera dans l'histoire le jour où l'histoire ne sera plus

[13] *La vraie Jeanne d'Arc* (en 8 vol.) et leur synthèse, *Jeanne d'Arc sur les autels et la régénération de la France* (éd. Saint Rémi).

une conspiration permanente contre l'éternelle vérité. » (p. 172)… Lorsqu'on parle, à propos de Jeanne d'Arc, de l'influence divine, lorsqu'on prononce, pour expliquer son inexplicable carrière, le nom sacré de Dieu, on se sépare nettement des libres-penseurs qui prétendent laïciser et confisquer à leur profit notre (future) sainte nationale. » (p. 267)

Bainville, en laïcisant Jehanne, même à moitié, prouve à quel camp il appartient, le camp de l'Ennemi.

SIXIÈME POINT

UNE HOSTILITÉ PROPREMENT INVRAISEMBLABLE À LA *LIGUE CATHOLIQUE*.

Dans le chapitre *Les guerres civiles et religieuses*, qui traite du 16ème siècle, Bainville cesse de faire œuvre d'historien. Il montre son vrai visage, celui d'un violent sectaire anticatholique.

Il déteste tellement les Guise qu'il affabule tout simplement :

« La mort de François II, **en 1560**, atteignit les Guise au milieu de ce succès (le jugement de Condé, chef du parti protestant, NDLR). Cette mort changeait tout, car le nouveau roi, Charles IX, étant mineur, la reine-mère et l'Hospital prenaient la haute main. On peut croire que, dès ce moment, l'idée d'un changement de dynastie hanta les Guise, comme elle était dans l'esprit des protestants. **Et du changement de dynastie à la suppression du régime monarchique, il n'y a qu'un pas. Un état d'esprit révolutionnaire se répandait**… Catherine de Médicis se comparait à Blanche de Castille qui avait dissous une révolte des grands et qui n'avait pas voulu que la monarchie fût souillée du sang des Albigeois… La grande idée des Guise, qui prétendaient descendre de Charlemagne (non pas une prétention, mais un fait, NDLR) et qui voulaient se faire rois…

« Charles IX, puis Henri III, ces derniers Valois si décriés et injuriés plus que tous les autres souverains français, tiennent bon, à tous risques, sur le principe essentiel, **le rocher de bronze de l'État** : la monarchie héréditaire. C'est pour ce principe qu'Henri III, qui passe pour efféminé comme il passe pour avoir conseillé la Saint Barthélémy, va lutter quinze ans. À la fin, il le paiera de sa vie… **L'assassinat du Duc de Guise avait préparé la transmission régulière du pouvoir**

des Valois aux Bourbons. Il avait rendu possible le règne d'Henri IV.

« **Cet inestimable service rendu à la France,** a été payé à Henri III par le régicide et par l'ingratitude des historiens qui n'ont retenu sur lui que les injures des pamphlets catholiques et protestants… Dans ce désordre, dans cette révolution qui ruinaient l'œuvre de plusieurs siècles, il n'y avait plus qu'un moyen de salut : **c'était que le roi, et son successeur légitime, le prince protestant, agissent de concert… Henri III était mort pour une idée : celle de l'État, de la monarchie, de l'unité nationale. Il n'est pas mort en vain. Par HENRI IV, L'HOMME AUX DEUX RELIGIONS, la France allait retrouver la paix intérieure. Par ce prince politique, l'heure des « politiques », l'heure du tiers parti, approchait… On lui passa, on trouva héroïque et charmant ce qu'on eût condamné chez d'autres, ses caprices, ses amours et même des indélicatesses choquantes. »**

Autre élucubration bainvillienne : **la Ligue est une révolution républicaine**, annonçant celle de 1789. Contre elle, il va jusqu'à enrôler le républicain Michelet dans sa croisade anti-ligueuse :

« **La Ligue fut une révolution catholique, mais une révolution.** Et Michelet a écrit ce mot qui va loin : « La Ligue donne pour deux cents ans l'horreur de la république. » Au siècle suivant, cette horreur sera renouvelée par la Fronde… La Ligue, qui eut à Paris son foyer le plus ardent, était une minorité, mais une minorité active et violente. La petite bourgeoisie, les boutiquiers, irrités par la crise économique, en furent l'élément principal. Aussi, n'est-on pas surpris de retrouver aux « journées » de la Ligue, le caractère de toutes les révolutions parisiennes, celles du quatorzième siècle, comme celles de la Fronde et de 1789… D'innombrables libelles, d'une violence extraordinaire, furent publiés contre Henri III. Le cri de la Ligue devint : « Sus au roi ! »… Des prêtres, en

chaire, accusaient le roi de tous les vices et de tous les crimes : il n'est pas étonnant que sa mémoire nous soit arrivée si salie… Cette journée des barricades, cette insurrection parisienne, cette fuite, les sentiments républicains de beaucoup de ligueurs, montre comment la royauté était tombée bas…

« **Pourtant, c'était à Chartres, où Henri III s'était réfugié comme jadis Charles VII à Bourges [14], que s'étaient réfugiées l'idée de l'État et l'idée nationale**… La République, à moitié réalisée par les catholiques… La succession par ordre de primogéniture, loi fondamentale et tutélaire du royaume, était ébranlée, presque renversée… **Les maîtres de Paris, appuyés sur l'organisation de la Ligue, c'étaient les Seize, et ce comité de salut catholique régnait par la terreur, appliquait à ses adversaires, et même aux modérés, les mesures classiques des révolutions, lois des suspects, saisie des biens d'émigrés, proscriptions, épuration des fonctionnaires.** »

Boutiquiers ! On sent le mépris de l'ami des financiers – Bainville a tenu trente ans durant une chronique boursière dans la presse financière parisienne -, pour le « peuple » qui lui, n'a pas les moyens de spéculer. **La Ligue « révolutionnaire » !** Absurde et grotesque !

Faut-il rappeler que **le Béarnais fit la guerre à son propre peuple** – 50.000 morts au siège de Paris -, avec l'aide constante de l'étranger, anglais pour l'argent, allemand pour les mercenaires, et qu'il ne désarma les chefs de la Ligue qu'en les achetant à prix d'or les uns après les autres, dépensant pour cette « conquête » la valeur de 10 années budgétaires de l'État royal (32 millions d'écus) ainsi que la dot de Marie de Médicis (2 millions de florins), sa seconde épouse, « la grosse banquière » comme la sur-

[14] Comparaison totalement anachronique : Charles VII fuit l'agresseur étranger anglais, Henri III… son propre peuple !

nommait Gabrielle d'Estrées - la maîtresse du Béarnais s'était vue un moment reine de France -, dette que les Français… remboursèrent durant le reste de son règne.

La Ligue minoritaire ? Voici ce qu'en dit le meilleur historien de la Ligue, aux dires du Père AYROLES, Victor de **CHALEMBERT**, dans son *Histoire de la Ligue* (Firmin-Didot, 1898) :

> « **Les Catholiques étaient plus qu'un parti, ILS ÉTAIENT LA NATION ELLE-MÊME** ; le peuple des villes et des campagnes, la bourgeoisie, la magistrature, le clergé et une portion importante de la noblesse étaient demeurés inébranlablement attachés à la foi catholique. Les Catholiques avaient, ainsi, pour eux le nombre, les vertus, les lumières, toutes les forces en un mot que ces classes représentaient ; de plus, ils avaient le droit et la possession : le droit, puisque la religion catholique était une des institutions fondamentales de la société française ; la possession, puisque, loin de vouloir innover, ils ne demandaient qu'à maintenir ce qui existait. **Une seule chose leur manquait, l'appui loyal et sincère de la royauté,** et c'est ce qui leur donnait l'attitude et, à certains égards, le caractère d'un parti, car, ne pouvant compter que sur eux-mêmes pour défendre leurs croyances religieuses, ils se trouvaient contraints de substituer leur action propre à celle du pouvoir royal. » (op.cité, p. 4)

Quant aux conséquences à long terme de l'édit de « l'homme aux deux religions » [15] – édit condamné par le pape Clément VIII -, voici le jugement lucide et presque prophétique que porte Victor de Chalembert sur ses conséquences, un peu différent de celui, tout de haine et d'aveuglement, de Bainville :

> « Plus tard, les funestes principes déposés dans l'édit portèrent leurs fruits, et l'expérience ne montra que trop que, si

[15] Autant dire qu'il n'en avait aucune ! Ce n'est pas pour rien qu'on lui prête le mot fameux, "Paris vaut bien une messe"…

Henri IV avait pacifié le présent, il ne l'avait fait **qu'en léguant à l'avenir la discorde et la guerre**. » (op. cité, p. 490)

« Lors donc que **la liberté de l'erreur fut proclamée**, pour la première fois, par le législateur, au sein de la société française, la conscience publique s'en émut comme d'un scandale, et la suite montra que son sens moral ne l'avait pas trompée. Jusque-là, il y avait eu des négations et des blasphèmes, avec tous les vices qui en sont la suite ; mais ces désordres avaient un caractère privé ; la loi sociale, loin de leur reconnaître aucun droit, les avait condamnés et flétris.

« À partir de l'édit de Nantes, il n'en fut plus ainsi ; **l'erreur eut un caractère public, elle reçut droit de cité**, **elle marcha le front levé sur le même rang que la vérité** ; à côté, ou plutôt au sein même de la société particulière qui, en vertu de privilèges spéciaux, eut la liberté de protester publiquement contre la foi sociale ; et, à l'instar de cette société privilégiée, il s'en éleva bientôt une autre qui fit profession de nier toute vérité, et revendiqua à son tour le droit et la liberté de l'athéisme.

« Il serait injuste assurément de faire peser sur les auteurs de l'édit de Nantes toute la responsabilité d'un mal qui revient en propre à l'hérésie elle-même ; mais on est en droit de **leur demander compte de l'atteinte qu'ils portèrent à l'ordre moral, en élevant l'erreur à la hauteur d'un principe** ; prérogative funeste dont elle ne cessa depuis lors de se prévaloir, pour prendre crédit et autorité sur l'esprit des peuples. » (op. cité, p. 503)

On comprend mal que Bainville demeure LA référence dans l'enseignement de l'histoire dans certaines écoles qui se prétendent, haut et fort, catholiques…

SEPTIÈME POINT

UNE TRÈS SUSPECTE INCOMPRÉHENSION DU PHÉNOMÈNE RÉVOLUTIONNAIRE.

> « Ces difficultés politiques [le rappel des parlements, NDLR], décupleraient les difficultés financières nées des deux guerres de Sept ans, qui ne pouvaient être résolues que si la méthode de Maupeou était continuée et qui seraient accrues par les tâches que la France allait rencontrer à l'extérieur, où grandissaient des forces hostiles. Qu'on y joigne l'état de l'esprit public, nourri d'utopies par la littérature, et d'une société qui, du haut jusqu'en bas, **désirait changer les choses ou aspirait vaguement à changer quelque chose** ; qu'on y joigne encore, jusque sur le trône, l'affaiblissement de l'idée d'autorité, et l'on aura les éléments de la révolution qui approchait. »

La Révolution française, un simple désir de changement ? La Révolution française est, cela est amplement prouvé, **le résultat d'un complot** parfaitement objectif, planifié de longue main et supérieurement conduit, sur fond, certes, d'une société **déchristianisée**, déchristianisée par le haut. Ses rois avaient perdu le sens du Sacre, comme Louis XV et Louis XVI, qui ne renouvelèrent pas leur consécration à saint Michel. Il y a bien longtemps - Bainville ne pouvait l'ignorer - que cela a été prouvé et documenté, y compris par des **membres distingués de l'Action Française**, comme Maurice Talmeyr, Augustin Cochin, Louis Dimier ou Robert de Montesquiou. Ne pas l'écrire, prouve à quel point la complicité de Bainville-Badstadt est profonde avec l'historiographie révolutionnaire, combien son *Histoire* est une pure escroquerie intellectuelle.

Bainville, pour écrire son *Histoire*, bénéficiait de plus d'un siècle de controverse historiographique, ou historiens et publi-

cistes catholiques ou simplement honnêtes – un Taine dans *Les origines de la France contemporaine*, ouvrage honni de l'Université si respectée par Bainville ; un Guiraud, dans *Histoire partiale, histoire vraie*, et bien d'autres -, ont mis à jour une solide documentation prouvant et la préparation de la Révolution dans les loges maçonniques et les aberrations criminelles de toutes sortes auxquelles elle a donné naissance, démontrant ainsi quel était son inspiration intrinsèque. On reste confondu, ou plutôt on comprend mieux désormais, le dessein de Bainville, à la faiblesse de son jugement porté sur la Révolution.

Voici deux extraits de « compagnons de route » de l'*A.F.* Ouvrages que ne pouvait évidemment ignorer Bainville…

Maurice **TALMEYR**, conférence donnée en 1904, sous la présidence de Boni de Castellane, texte publié la même année par la *Librairie académique Perrin* (*reprint* Éditions du Trident, 1997).

> « Quel a été, en 1789, en 1792 et en 1793, le rôle exact de la franc-maçonnerie dans la Révolution française ? Les documents authentiques, émanant de la Maçonnerie elle-même, ne peuvent pas, on le comprend, ne pas être rares sur ce point. Une société secrète ne serait pas une société secrète, si elle ne prenait pas le plus grand soin de cacher tout ce qui peut renseigner sur elle, et les témoignages positifs, là où par principe on les supprime, ne peuvent nécessairement pas abonder. Néanmoins, si le véritable témoignage nous fait souvent ainsi défaut, il n'en est pas de même de certains faits, singulièrement saisissants, et qui en arrivent rapprochés les uns des autres, à produire une lumière presque aussi probante que la lumière même des documents.
>
> « Or ces faits-là sont innombrables, et la démonstration qui en résulte, c'est qu'il n'est peut-être pas une seule des grandes journées de la Révolution qui n'ait pas été, plus ou moins longtemps à l'avance, machinée et répétée dans les Loges, comme on répète et comme on machine une pièce dans un

théâtre. Suivez donc avec un peu d'attention les faits qui vont vous être exposés, et vous verrez, comme de vos yeux, tout un grand pays violemment transformé par la plus évidente des conspirations, en une immense et véritable Loge. Vous le verrez jeté par force dans toute une succession d'épreuves maçonniques graduées dont les premières dissimulaient soigneusement le secret final, mais dont la dernière, dès le début, avait toujours dû être le meurtre du Roi, pour aboutir au but suprême et caché, c'est-à-dire à la destruction de la nationalité elle-même…

« Si la Révolution, que personne ne confond avec l'évolution, n'est pas le grand mouvement humain auquel beaucoup d'honnêtes gens ont cru et croient encore, si elle n'est pas ce grand fait social provenant naturellement d'intérêts et de besoins profonds, et si, au contraire, elle n'a jamais été qu'un bluff immense, dirigé et lancé contre le Christianisme universel, tous nos malaises moraux, toutes nos perturbations, se comprennent et s'expliquent. Sinon, ils ne se comprennent pas, et ne peuvent sérieusement se déduire de rien. »

Et l'on prendra dans le livre de Louis **DIMIER (1865-1943)**, *Les préjugés ennemis de l'histoire de France* (Nouvelle Librairie Nationale [16], 1917), en son introduction, cet extrait qui s'applique parfaitement au **Bainville laïciste, étatiste, antichrétien** que son *Histoire* révèle :

« Le succès apparent de la Révolution séduit et entraine les foules frivoles, rien n'est si naturel que cela ; je ne m'étonne pas non plus que ce succès ferme la bouche à ceux qui seraient capables d'en reconnaître la misère, mais qui y sont attachés par l'intérêt de leur parti ; mais que signifie cette complaisance chez de bons Français sans étiquette, chez des catholiques ? Ils réprouvent la guerre menée au nom de ces principes, ils com-

[16] La maison d'édition de l'*Action Française*.

battent en fait les révolutionnaires ; est-ce que ces principes en eux-mêmes les séduisent ? n'en touchent-ils pas du doigt l'ineptie ? La déchéance intellectuelle d'une adhésion à ces principes, quand elle est désintéressée, n'en sentent-ils pas la honte dans tout eux-mêmes, dans les conversations que cela donne, dans les pensées que cela inspire, dans le dialogue intérieur de leur réflexion, dans la matière vivante de leur cerveau ?

« Je voudrais quand dans un livre écrit pour la défense de l'histoire de France, la médiocrité de la secte qui l'ose décrier éclatât. Il n'y a pas d'homme épris des beautés de notre histoire qui ne soit en voie de renier la Révolution jusque dans ses dernières conséquences ; **il n'y en a pas de prévenu de quelque complaisance pour l'esprit de la Révolution qui ne boude notre ancienne histoire par quelque endroit : quoi qu'on prétende ou qu'on espère, il faut faire un choix entre les deux.** »

Avec Bainville on comprend **pourquoi l'A.F n'a jamais « renversé » la République**, sauf dans les plantureux « banquets royalistes » où l'on ne dévorait la *Gueuse* qu'en paroles ! Le soir du *6 Février* (et du 7 aussi), Maurras et Daudet allèrent se coucher quand leurs « garçons » et d'autres patriotes, aussi honnêtes qu'abusés par les chefs des « ligues », se faisaient tuer, alors que depuis 40 ans, ils vaticinaient « si le coup de force était possible », appelant à lutter contre la *Femme sans tête*, « par tous les moyens, même légaux » !

Ces jours-là, la *Femme sans tête* fut sauvée… par *l'Action Française*. Maurras en fut remercié par son élection… à l'Académie française (9 juin 1938).

Les Décombres de Lucien **REBATET** (1942), en dépit de leur anticatholicisme, frappent juste sur MAURRAS et son « **Inaction française** » :

« *L'Action Française*… avait eu l'étrange fantaisie de vouloir faire élire des parlementaires à elle sur un programme qui réclamait la fin des Parlements, la folle légèreté d'attaquer ainsi la démocratie sur le terrain où celle-ci était vraiment imbattable, qu'elle minait, sapait, où elle manœuvrait à son gré… Maurras, catholique sans foi, sans sacrements et sans pape, terroriste sans tueurs, royaliste renié par son prétendant, n'avait été en fin de compte que **l'illusionniste brillant de l'aboulie**. Il avait rendu son antisémitisme même inopérant par les distinctions dangereuses, la porte ouverte au « Juif bien né », tant de nuances que lui suggérait uniquement son horreur du racisme, seul principe complet, seul critère définitif, mais marqué d'une estampille germanique…

« Entre les plus résolus de ses adeptes, il n'en était pas un sur mille qui ne fût convaincu qu'avant l'idéal si lointain de la monarchie, *l'Action Française* ne visât d'abord à la pendaison de la Gueuse, la substitution de l'autoritaire au parlementaire ; que si elle ne pouvait réaliser ce programme par ses seules forces, elle serait une pièce maîtresse de cette révolution. À cet espoir, ils consacraient la générosité de leur cœur, la vigueur du plus raisonnable dégoût, la droiture de leur jugement, leur impatience d'être armés pour la bataille. Mais *l'Action Française* en avait fait les employés de sa publicité… figurants en parade sur le parvis d'une cathédrale d'étincelants sophismes. **ON NE POUVAIT ÊTRE VICTIME D'UNE PIRE DUPERIE. L'ART DES CHEFS ROYALISTES AVAIT ÉTÉ DE LA DRAPER BEAUCOUP PLUS INTELLIGEMMENT QUE CELLE DES AUTRES SECTES…** Le journal de Maurras accusait sans répit et non sans d'excellentes raisons les modérés de toute espèce d'endormir les nationaux, de les faire moisir sous cloche, pour le grand bénéfice de la *Troisième Putain*. Mais ce n'était qu'une jalousie de boutique, une dispute de clientèle. **Dans la réalité, *l'Action Française* n'a pas moins paralysé ou garé ses militants que toutes**

les autres ligues de pieds-gelés et de pisse-froid. Ses torts ont été plus graves, car les hommes qu'elle chambrait ainsi étaient les meilleurs. » (ch. VI, *passim*)

C'est Louis **DIMIER** qui, dans ses souvenirs *Vingt ans d'Action Française* (1926), le premier, a perçu combien le « maurrassisme » était hostile au catholicisme romain, fondement de l'histoire nationale. Ayant tenté un jour de réfuter les idées religieuses de Maurras, il s'entendit répondre par celui-ci :

« **Avec votre religion, il faut que l'on vous dise que, depuis dix-huit cents ans, vous avez étrangement sali le monde.** »

Et Dimier de résumer la pensée religieuse d'un Maurras :

« C'est en haine du christianisme, en précaution contre les maux qu'il cause, qu'on défendait le catholicisme. Maurras joignait à cela des idées venues d'Allemagne sur l'hellénisme, école de la nature, dispensateur de la volupté, antidote des renoncements et des chimères chrétiennes. La prudence dans les mœurs, l'ordre dans la cité, étaient l'apanage de la Grèce ; la mutilation, le désordre, exprimés dans le christianisme, lui venaient d'une source plus profonde, essentiellement hostile au monde grec et romain et qui, dans cette espèce de manichéisme historique, représentait le mal éternel, c'est à savoir la nation juive, en qui s'incarnait la barbarie. L'inspiration des livres saints, la croyance au Dieu unique, dressées contre tout ordre social, en étaient les traits détestés. »

Ce délire constitue aussi la **trame cachée** de l'historiographie d'un Bainville.

DIMIER, le premier aussi, comprit que Maurras, trahissant tous ses dires d'avant 14, s'était inséré sans états d'âme dans *l'Union sacrée* [17], - suprême manœuvre d'un régime aux abois, qui

[17] *L'Union sacrée* a sauvé la République **et elle seulement**. Le ministre

trouve une échappatoire dans la guerre internationale qu'il a contribué à rendre possible - et qu'il en prit argument pour renoncer à renverser la République, au prétexte que l'on ne fait « pas de révolution devant l'ennemi ». Mais qu'il ne dévoila jamais cette volte-face, et pour cause, à ses partisans :

> « On ne le fit pas ; le changement ne fut pas avoué. À ceux de nos amis qui s'en inquiétaient, on préféra le dissimuler. **IL FAUT CROIRE QUE CELA N'ÉTAIT PAS AVOUABLE**… La brochure de Maurras *Si le coup de force était possible*, répondait mal à sa pensée secrète. Du moins n'y était-il pas fidèle, car je l'entendis me dire un jour que pendant dix ans nous avions appelé en vain les chefs militaires au coup d'État. **AINSI TOUT SE SERAIT RÉDUIT A CELA**. »

…Une gesticulation qui a trompé des générations, découragé ou détruit les meilleurs !

Et Dimier de tracer de Maurras un portrait d'autant plus serein qu'il est particulièrement dur, quant à son athéisme, son mépris des hommes, de son intellectualisme vain et limité :

> « **Il ne croyait ni à Dieu, ni à l'homme, ni au bien, ni généralement à quelque objet que ce fût qui dépassât les apparences.** Dans ce grand vide, pour donner matière à sa pensée qui s'agitait, il avait construit la cité dans l'idée de laquelle il vivait uniquement, en proie à l'enchantement qu'elle lui donnait, dépensant ce qu'il avait de ressources et d'ardeur à l'aménager et à l'embellir… À la tête de nos sections, surtout,

---

Malvy, lisant les listes des morts au champ d'honneur publiées par les journaux catholiques, lâcha cette phrase ignoble : "La jeunesse catholique, nous l'enterrerons dans les tranchées." Saint Pie X avant parfaitement compris que la guerre européenne allait faire s'entretuer, sous les oripeaux de nationalisme, les catholiques de toute l'Europe. Et il s'apprêtait à lancer un **appel aux catholiques à quitter les champs de bataille** quand il mourut fort opportunément, empoisonné par un jésuite allemand de la Curie qui regagna ensuite tranquillement l'Allemagne où il prit le commandement d'un sous-marin…

qui n'étaient à ses yeux qu'une montre et qu'il souhaitait qui demeurassent telles, il n'y avait pas de chef dont il n'accueillit les noms, quand on parlait d'affaires, en termes offensants et cruels. Un jour que j'allais voir quelques-unes de ces sections, il me tint près d'une heure, la valise à la main, à me représenter le néant de cette matière, la folie qu'il y avait à s'en occuper… Comme il manquait des qualités du cœur, il ne fallait qu'y regarder d'un peu près pour voir qu'il n'avait pas davantage celles du goût… Maurras, en possédant les aptitudes du maître, aura manqué celles du chef… Rien ne leur a manqué – aux chefs de l'AF, NDLR -, ni les hommes ni l'argent, ni les évènements ; cependant ils n'ont pas abouti. Leur critique reste ; peut-être en inspirera-t-elle d'autres qui feront ce dont ils étaient incapables. »

Certains de ses « héritiers » finirent, dans les années Soixante-dix, avec la *Nouvelle Action Royaliste* de Bertrand Renouvin (0,17% des voix à l'élection présidentielle de 1974, à ajouter aux 0,74% de Le Pen…), à appeler à voter Mitterrand en 1981 ou Chevènement en 2002 (comme le frère ennemi de la *Restauration Nationale*, Pierre Pujo, d'ailleurs). Ledit Renouvin – qui soutient aujourd'hui le *gaulliste* Dupont-Aignan, fils de banquier, ancien auditeur de la *Fondation franco-américaine* - fut récompensé de son « soutien » par Mitterrand par… un poste au Conseil économique social. Le mythe maurrasso-bainvillien continue pourtant à être entretenu par une large partie de la « tradition » ou de la « droite nationale ».

Il est plus que temps de mettre fin à la *maorrasserie* [18] et aux demi-vérités-vrais mensonges des petits maîtres de *l'Inaction française* !

[18] Lors de la dissidence de la *Nouvelle Action Française* en 1971, devenue *Nouvelle Action Royaliste,* les vieux royalistes de la *Restauration Nationale* qualifiaient de "mao-rrassiens" leurs jeunes collègues de la NAF. Ils ne croyaient pas si bien dire mais ils auraient dû se demander comment ils en étaient arrivés là !

HUITIÈME POINT

BAINVILLE PORTE UN JUGEMENT PLUS QU'AMBIGU SUR LA TERREUR.

« **Malgré ses atroces folies, malgré ses agents ignobles, la Terreur a été « nationale ».** Elle a tendu les ressorts de la France dans un des plus grands dangers qu'elle ait connus. Elle a contribué à la sauver ou plutôt à différer l'heure du désastre, qui reviendra à la fin du Directoire, que Napoléon I^{er} reculera encore, jusqu'au jour où il sera lui-même vaincu. Tout donne à croire que, dans l'été de 1793, la République eût succombé, que le territoire eût été envahi si l'Angleterre avait été prête, si elle avait soutenu les insurgés vendéens, si la Prusse, l'Autriche et la Russie n'eussent encore été occupées à dépecer la Pologne, victime substituée à la France, si elles n'eussent été distraites et divisées par la question d'Orient. **Sans ce répit, la Révolution n'aurait pu écraser ses ennemis de l'intérieur.** »

Ennemis de l'intérieur ? Expression de l'adversaire ! Singulier hommage funèbre pour les 300.000 morts de la Vendée ou les guillotinés de la Terreur !

NEUVIÈME POINT

FIDÈLE À SON OBSESSION ÉTATISTE, BAINVILLE NE DÉNONCE LE CENTRALISME BONAPARTISTE QUE DU BOUT DES LÈVRES.

« Bonaparte mit des préfets et des sous-préfets à la place des comités élus, c'est-à-dire qu'il rétablit et multiplia les intendants de l'ancien régime. Seulement, la Révolution ayant fait table rase des franchises et libertés d'autrefois, ainsi que des Parlements qui en étaient les gardiens, les nouveaux intendants administraient sans obstacle au nom du pouvoir central. Quant à la magistrature, Bonaparte se garda bien de lui rendre l'indépendance dont elle avait abusé sous la monarchie…

« Ainsi, **utilisant l'expérience de la royauté et celle de la Révolution, avec les restes de l'une et de l'autre, Bonaparte composa les institutions de l'An VII, fondées sur la centralisation administrative**, qui mettent la nation dans la main de l'État et qui **sont si commodes pour les gouvernements,** que tous les régimes qui se sont succédé depuis les ont conservées. »

DIXIÈME POINT

CONCLUSION : BAINVILLE EN SON *HISTOIRE*, GRAVEMENT FAUSSE ET SUBTILEMENT SUBVERSIVE.

La conclusion de l'ouvrage est des plus faibles, à la limite du ridicule. Elle ne propose aucun jugement solide sur l'histoire nationale et son avenir, alors même que l'histoire est le lieu privilégié pour juger de l'agir humain :

> « Sur les vastes destructions qu'une guerre immense et les révolutions qui l'ont suivie ont causées, personne ne peut dire ce qui s'élabore, ce qui est provisoire et ce qui est définitif… **La France… n'est pas la plus mal partagée**… Elle n'est pas sujette à ces affaissements ou à ces longues éclipses dont tant d'autres nations offrent le modèle. Sa structure sociale reste solide et bien équilibrée. Les classes moyennes, sa grande force, s'y reconstituent toujours en peu de temps. **Après toutes ses convulsions, parfois plus violentes qu'ailleurs, elle ne tarde pas à renaître à l'ordre et à l'autorité dont elle a le goût naturel et l'instinct… Si l'on n'avait cette confiance, ce ne serait même pas la peine d'avoir des enfants [19]. »**

---

[19] Bainville resta toute sa vie un célibataire endurci, dans un temps où la France ne renouvelait déjà plus ses générations, saignée à blanc par deux siècles de "guerre révolutionnaire", frappée au cœur par le malthusianisme, fruit de la déchristianisation, des dispositions individualistes du Code Civil, du divorce, etc, (cf. *Les pourquoi de la Guerre mondiale* de Mgr Delassus), faisant appel à une immigration de remplacement de son fond démographique gallo-romano/germanique resté stable jusqu'aux lendemains de la Guerre de 1914-1918 (cf. *Histoire de la population française* de Jacques Dupâquier).

BAINVILLE, UN LOUP RÉVOLUTIONNAIRE SOUS PEAU DE BREBIS DROITIÈRE

Bainville a fourni et continue à fournir à des générations d'hommes et de femmes de droite et/ou catholiques, la version droitière du « roman national », fabriqué et enseigné par l'historiographie républicaine depuis Renan et Jules Ferry. Il continue à le faire à travers ses épigones actuels, un TULARD, un RIALS, un SÉVILLIA, un PICHOT-BRAVARD, un FRÉMIOT, lus ou écoutés dans la « droite nationale » et dans la « tradition ». Certains d'entre eux voient ainsi dans la V^{ème} République du Général De Gaulle [20], une « filiation capétienne », voire une « monarchie non héréditaire » !

Beaucoup de ces gens-là éprouvent **le besoin d'être appréciés de leurs adversaires**, publiant dans leurs organes de presse, d'être tenus par eux pour « intelligents » et « fréquentables » ; ils ne veulent surtout pas être assimilés aux **catholiques intégraux, pris pour des fanatiques**, « avec qui on ne peut discuter ». Ce sera l'une des constantes structurelles de la *Nouvelle Droite* des années Soixante-dix. Beaucoup appartiennent aux milieux universitaires. Vivant à l'ombre de la *Chaire d'erreur* du Système, ils ne chicanent que des détails, tolérés par le Système parce que totalement inoffensifs.

La relecture des principaux passages de *l'Histoire de France* de Bainville a montré **sans ambiguïté aucune,** et sans qu'il soit besoin de forcer le trait, que son auteur est très loin d'avoir de l'histoire de notre pays cette lecture « catholique et nationale », qui lui est couramment prêtée par des esprits légers, sinon distraits. Il est tantôt discrètement, tantôt ouvertement, hostile à toute explication qui dépasse le cadre étroitement naturaliste des évènements.

Sur les grands évènements, tant déformés et obscurcis de notre histoire par l'historiographie « officielle », Bainville prend systématiquement le parti de cette historiographie ; comme elle, il attaque systématiquement ses « cibles » préférées, la Féodalité, la Ligue, la Fronde, la Maison d'Autriche… ; comme elle, il en exalte systématiquement les figures emblématiques, Philippe le Bel, le Béarnais, Louis XIV, le Gallicanisme… Coïncidence ? Non ! **Ce choix, pleinement assumé de la première à la dernière ligne, prouve où vont les sympathies réelles de l'auteur**. Jacques Badstadt/Bainville est un faux historien de droite comme Jacques Chirac fut un faux politicien de droite.

Mais, il le fait la plupart du temps – sauf exception, pour la Ligue, par exemple -, avec une ondoyante habileté et sans lever le masque. Il n'est ni polémiste violent comme un Thiers, un Renan ou un Michelet, ni idéologue caricatural comme un Buisson, un Aulard, un Mathiez. On est frappé, en lisant *l'Histoire de France* de Bainville, du caractère volontairement « consensuel » de ses assertions. Il use d'une « modération » de bon ton, opérant sans cesse un subtil balancement entre le vrai et le faux – caractéristique du libéral complet -, le tout dominé par **une obsession improuvée : la France a été faite, n'existe, ne peut durer que par « l'État ».**

Rien n'est plus mécaniste ni plus desséché, **RIEN N'EST PLUS FAUX**. C'est donner un sens déterministe purement humain à notre histoire, ce qui est évidemment doublement faux, **faux sur le plan théologique** – l'avenir n'appartient qu'à Dieu et les hommes sont bien plus menés qu'ils ne mènent – et **faux sur le plan des faits**, l'assertion étant absurde, sinon anachronique, humainement impossible, « le monde n'étant qu'une branloire pérenne » (Montaigne). Bainville partage ce déterminisme avec toute la philosophie matérialiste, positiviste, hégélienne, chère à l'historiographie « progressiste ». C'est dire s'il est loin de la conception catholique de l'histoire, la seule vraie.

À ne considérer que « l'État », Bainville en vient à oublier totalement la société. L'histoire de France n'est pas seulement celle des légistes et des combinaisons humaines des détenteurs de l'autorité. Il n'y a rien, strictement rien, dans son livre, par exemple, sur la vie quotidienne des peuples du Royaume imprégnée pendant de longs siècles de catholicisme (cathédrales, confréries et corporations, piété des Grands et des petits, œuvres de charité, missions et colonies…), à part de fréquentes allusions au rôle de la **bourgeoisie**, classe sociale « de bon sens », soutien des « gouvernements d'ordre »… Il est vrai que l'observation de la société française, tout au long des siècles de la France royale, l'aurait obligé à remettre en cause les affirmations téméraires qu'il assène au lecteur au fil des pages de son *Histoire*. En bref, à sortir de l'idéologie pour revenir au Vrai.

Toute son Histoire, positiviste à l'extrême, est sans chaleur et, finalement, sans amour vrai, incarné, de la patrie. Bainville s'y révèle l'historien d'une bourgeoisie « moyenne », égoïste et opportuniste, avant tout soucieuse « d'ordre » - que cet ordre soit **vrai ou faux, comme l'ordre institutionnalisé de la Révolution au Dix-huit Brumaire -**, « bourgeoisie d'ordre » qui s'accommode fort bien, au-delà de protestations platoniques, de la république si cette dernière ne contrarie ni ses aises, ni ses perspectives de gains.

On est évidemment très loin de l'histoire catholique que Léon **GAUTIER** définit, dans l'introduction de ses *Études historiques pour la défense de l'Église* (Blériot, 1864), comme « **le récit des rapports mutuels de l'homme et de Dieu**. » Bien loin de cet amour et de cette compréhension des humbles et de leurs joies naïves, qui forment le terreau de **notre patrie catholique et française**, comme l'a si bien exposé le même Léon GAUTIER, dans sa *Littérature catholique et nationale* (1894) :

> « Le peuple a besoin de spectacles, il a faim et soif de drame, il ne comprend bien les dogmes que si on les lui met en action. Exposez-lui le mystère de la Pentecôte : il aura quelque

peine à le saisir, sil le saisit ; mais faites pleuvoir, du haut des voûtes de l'église, une pluie de roses rouges pour imiter les langues de feu, il ouvrira les yeux, il admirera, il comprendra. À Noël, une étoile dorée qu'on promènera au bout d'un fil attirera tous les regards et éclairera tous les esprits. Et que serace quand plusieurs clercs mettront un jour leurs amicts autour de leurs têtes pour imiter les Maries au tombeau ; quand de petits enfants revêtiront de belles aubes pour imiter les anges ; quand on reproduira presque au naturel les scènes divines de l'Adoration des Mages, de la Résurrection, des pèlerins d'Emmaüs ? Je n'ai pas eu la joie d'aller à Furnes ni à Oberammergau ; mais j'ai eu la consolation d'assister à des représentations du même ordre. Il est un lieu dans Paris, un lieu inconnu et béni, où, à certains jours de l'année, on joue de véritables Mystères. J'ai vu l'Adoration des Mages, j'ai vu le ciel, le purgatoire et l'enfer, j'ai vu la nuit de Noël, et, dans tout un nombreux auditoire composé d'ouvriers et d'enfants d'ouvriers, je n'ai jamais entendu un mauvais rire, un seul mot sceptique ou railleur. Le sentiment général était le ravissement, et j'ai compris par là ce que pouvait être, au Moyen-Âge, la représentation beaucoup plus pieuse de Mystères beaucoup plus liturgiques et exécutés avec une exactitude et une richesse de mise en scène incomparablement supérieure. » (*Littérature catholique et nationale*, ch. 7, Les origines du théâtre moderne, *histoire des Mystères*, op. cité, p. 247)

Comme on est loin d'un **Dom GUÉRANGER** qui, dans ses articles à *L'Univers* de Louis VEUILLOT – *Le Surnaturel dans l'histoire*, 21 février 1858 - rappelle que la seule historiographie véridique est celle qui ne fait pas abstraction du Surnaturel divin, puisque Dieu conduit l'histoire des hommes :

« **L'histoire doit être chrétienne si elle veut être vraie ; car le christianisme est la vérité complète ; et tout système historique qui fait abstraction de l'ordre surnaturel dans l'exposé et l'appréciation des faits, est système faux, qui n'explique rien et qui laisse les annales de l'humanité**

dans un chaos et dans une contradiction permanente avec toutes les idées que la raison se forme sur les destinées de notre race ici-bas. »

L'*Histoire* de Bainville doit sans doute son succès à son ton d'apparent détachement, faussement pris pour un regard distancié et « objectif » porté sur des évènements qui font et feront toujours controverse entre sectateurs de l'erreur et défenseurs de la vérité en matière d'histoire nationale. Il a fourni, en réalité, la version droitière du système historiographique dominant, universitaire et journalistique, ramenant subtilement, en application de la technique des ***Deux Anneaux*** **pratiquée par les sociétés secrètes**, ses lecteurs à la **vision anticatholique de l'histoire de France et du monde** – devenue la règle de l'enseignement de l'histoire depuis la Réforme -.

Il donne, une fois de plus, raison à Joseph DE MAISTRE qui remarquait qu'à son époque déjà (1800), l'histoire, telle qu'on la raconte, « n'est, depuis trois siècles, qu**'un complot permanent contre la Vérité** ». Cinq siècles plus tard, l'observation n'a pas cessé d'être juste, hélas ! Et les loups savent se revêtir de la peau des brebis pour attaquer le troupeau…